

**Délibération n° 2022-06-23/29**

**Objet : Convention d'occupation temporaire du domaine public - Implantation d'antenne téléphonique sur la cave coopérative**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SEANCE DU JEUDI 23 JUIN 2022**

L'an deux-mille-vingt-deux, le jeudi vingt-trois juin, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 17 juin 2022, s'est réuni à 19h00, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillerme, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée avec un nombre limité de personnes dans le public (10 maximum) et a été retransmise en direct par voie électronique, conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021.

**Nombre de membres en exercice : 29**

**Nombre de membres présents : 20**

**Nombre de membres représentés : 8**

**Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE**

**Présents : Jean-Pierre RICO**

Jocelyne TAVERNE - Jean-Marc MALEK - Xavier MIRAULT - Françoise BERTOUY - Patricia NIVESSE - Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Pascale MARCHAL - Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Karine BREITHEL - Véronique CHIREUX - Patrick PASQUIER - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

**Absents représentés :** Mario MARCOU *pouvoir à* Michel LITTON - Olivier BOUDET *pouvoir à* Jocelyne TAVERNE - Colette MORETEAU *pouvoir à* Brigitte RODRIGUEZ - Maryline BENEDETTI *pouvoir à* Jean-Marc MALEK - Laurie BELTRA *pouvoir à* Pascale MARCHAL - Julien RODIER *pouvoir à* Jocelyne TAVERNE - Philippe CATTIN-VIDAL *pouvoir à* Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS *pouvoir à* Patrick PASQUIER

**Absente excusée : Bernadette CONTE-ARRANZ**

Le quorum étant atteint, conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021 prolongeant le régime de sortie de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses dispositions de vigilance sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

---

**Monsieur le Maire rapporte :**

TOTEM France est une société spécialisée dans l'hébergement d'Équipements Techniques pour le compte de l'opérateur de téléphonie mobile ORANGE. Elle possède un parc important d'infrastructures passives. Elle a notamment pour objet social toutes prestations relatives à la construction, au déploiement, à la commercialisation et à l'exploitation de sites (pylônes, etc ...), y compris les prestations d'accueil d'équipements sur sites, et toute activité connexe.

TOTEM France recherche de nouveaux emplacements susceptibles de permettre l'hébergement des infrastructures passives et des Equipements de réseaux communications électroniques.

Dans ce contexte, la société TOTEM France a sollicité la commune de Pérols afin de bénéficier d'un emplacement pour installer ses antennes de téléphonie.

Ainsi, le bail consenti avec la ville de Pérols prendra effet à la date de la signature par les parties d'une convention d'une durée de 12 (douze) ans.

Les autres modalités du contrat sont les suivantes :

- Reconduction de la convention d'occupation par période de : 6 (six) ans
- Durée du préavis : 36 mois
- Montant de la redevance annuelle : 8 000,00 € nets
- Révision annuelle de la redevance : indexation forfaitaire de 1 %, à la date anniversaire

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Approuver les modalités de la convention pour l'installation d'antenne téléphonique sur la cave coopérative, entre la Ville de Pérols et la société TOTEM France, telle qu'elle est annexée à la présente délibération,
- Autoriser Monsieur Le Maire à signer la convention ainsi que toute pièce relative à cette affaire.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité

Pour : 28

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols,  
pour extrait conforme le 23 juin 2022

Le Maire

Jean-Pierre RICO



*Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, affichage ou notification.*